

La Turquie d'Erdogan après les élections

Robert O. Freedman | 10 juillet 2023 | ARTICLES | 



Le président Recep Erdogan a remporté, le 28 mai 2023, une victoire serrée (52% – 48%) sur son rival Kemal Kilicdaroglu au deuxième tour des élections présidentielles turques. Alors que cette victoire a fait d'Erdogan le président turc ayant exercé le plus long mandat depuis la fondation de la République en 1923 (Erdogan est au pouvoir en tant que Premier ministre ou président depuis 2003), le dirigeant turc doit faire face à une série de problèmes politiques intérieurs et extérieurs complexes, et ce alors qu'il entame son prochain mandat, qui pourrait être son dernier, en tant que président de la Turquie.

Le premier problème auquel Erdogan est confronté concerne l'économie turque. Selon les [chiffres officiels](#), l'inflation en Turquie dépasse actuellement les 40%. Erdogan est également [confronté](#) à la chute rapide de la livre turque, qui a perdu plus de 80% de sa valeur au cours des cinq dernières années en raison du refus du président d'augmenter les taux d'intérêt face à une inflation galopante. De plus, le dirigeant turc doit faire avec les coûts de la reconstruction liés aux terribles tremblements de terre qui ont frappé la Turquie en février 2023, causant la mort de plus de 50 000 personnes et détruisant des dizaines de milliers d'habitations (Erdogan a promis de les reconstruire en un an). Il doit également assumer les coûts de son programme de « cadeaux électoraux » dans le cadre duquel, afin d'obtenir le soutien populaire pour les [élections présidentielles](#) qui approchaient, il a accordé à tout le monde un mois de gaz naturel gratuit, a augmenté le salaire minimum à trois reprises et a rehaussé les salaires des fonctionnaires. Bien que l'économie turque ait pu survivre grâce à l'aide de la Russie, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis (voir ci-dessous), la relance de l'économie turque et l'attraction d'une quantité plus importante d'investissements étrangers semblent être deux des principales priorités d'Erdogan dans un avenir proche. Les nominations de Mehmet Simsek au poste de ministre des Finances et de Hafize Erkan au poste [de directeur de la Banque centrale turque](#), tous deux économistes orthodoxes, pourraient être un pas dans cette direction, à condition qu'Erdogan soit prêt à leur accorder une totale autonomie dans la mise en place de leurs politiques économiques.

La politique intérieure, cependant, constitue une autre priorité centrale pour Erdogan, comme il l'a clairement indiqué après les

élections, lorsqu'il a annoncé son intention de reconquérir (lors des prochaines élections municipales en mars 2024), avec l'AKP, son parti politique, les mairies d'Istanbul et d'Ankara qu'il avait perdues au profit du parti CHP de Kilicdaroglu lors des élections municipales de 2019. On peut se demander si les thèmes qui ont dominé sa campagne présidentielle ainsi que son programme de « cadeaux électoraux » se prolongeront dans le cadre des prochaines élections municipales sachant que, lors des présidentielles, Ankara a voté en faveur de Kilicdaroglu à 51,22% contre 48,22% pour Erdogan, tandis qu'Istanbul a voté à 51,78% pour Kilicdaroglu contre 48,77% pour Erdogan. Il ne s'agit pas seulement d'une question de politique intérieure, car ces thèmes affectent également la politique étrangère turque, en premier lieu vis-à-vis des États-Unis et de l'OTAN.

Enjeux et difficultés de la relation américano-turque

Erdogan et le président américain Joe Biden n'ont jamais entretenu de bonnes relations politiques. Pendant la campagne électorale, Erdogan, qui dénonçait régulièrement les « impérialistes », a accusé Kilicdaroglu de coopérer avec Biden pour le faire chuter. De même, son proche collaborateur, le ministre de l'Intérieur Suleyman Soylu, a déclaré qu'après l'élection : « quiconque poursuit[vrai]t une politique pro-américaine [en Turquie] sera[it] qualifié de traître ». Quant à Biden, contrairement à ses habitudes avec les autres dirigeants de l'OTAN, il n'a pas appelé Erdogan à la suite de son élection. Il ne l'a finalement joint que trois mois après le début de son mandat, et ce uniquement pour l'informer que l'administration Biden soutiendrait la qualification des actions de l'Empire ottoman contre les Arméniens pendant la Première Guerre mondiale de génocide – un sujet qui reste très sensible pour les Turcs.

Il existe un certain nombre de raisons à la dégradation des relations entre les États-Unis et la Turquie, ainsi qu'à l'anti-américanisme qui sévit actuellement dans le pays. La première est le soutien américain aux YPG, le groupe kurde basé dans le nord de la Syrie. Les États-Unis considèrent les YPG comme un allié essentiel dans la lutte contre l'État islamique (ISIS), qui reste une force importante en Syrie. Cependant, les Turcs voient les YPG comme une extension du PKK, une organisation terroriste en conflit avec la Turquie depuis 1984. Étant donné que de nombreux Kurdes de Turquie vivent dans la partie sud-est du pays, et que, juste de l'autre côté de la frontière, vivent les Kurdes de Syrie, la plupart des Turcs craignent que les YPG, soutenus par les États-Unis, n'apportent une assistance au PKK. Cela a conduit la Turquie à envoyer ses troupes dans le nord de la Syrie à trois reprises depuis 2016 pour empêcher les YPG de former un proto-État kurde le long de la frontière sud de la Turquie. Un autre problème majeur, en particulier du point de vue d'Erdogan, est le fait que Fetullah Gulen, un homme religieux turc accusé par Erdogan d'avoir orchestré le coup d'État avorté de 2016 à son encontre, réside toujours aux États-Unis. Le gouvernement américain, sous trois administrations successives, a refusé de l'extrader vers la Turquie. Un troisième problème qui nuit aux relations américano-turques concerne le Congrès américain, et en particulier les discours du sénateur Robert Menendez du New Jersey qui préside la Commission des affaires étrangères du Sénat et qui a été très critique à l'égard de la Turquie.

Du côté américain, il existe également une série de préoccupations au sujet de la Turquie. Premièrement, les États-Unis s'inquiètent de l'autoritarisme croissant d'Erdogan, de la répression de la presse, des universités et du système judiciaire, ainsi que du harcèlement des opposants politiques. Par exemple, le maire CHP d'Istanbul a été condamné en décembre 2022 pour avoir prétendument diffamé la cour électorale de Turquie (le Conseil électoral supérieur). Une deuxième préoccupation est liée au refus turc de se conformer aux sanctions menées par les États-Unis contre la Russie à la suite de l'invasion de l'Ukraine en février 2022. Troisièmement, la décision d'Erdogan d'acheter le système de défense antiaérienne russe S-400 russe a conduit les États-Unis à exclure la Turquie du partenariat de production du F-35 dirigé par les États-Unis, privant ainsi la Turquie de l'avion de cinquième génération (5-G) le plus avancé actuellement en service dans le monde. Une dernière tension tient au refus de la Turquie de soutenir l'adhésion de la Suède à l'OTAN, prétendument en raison du soutien suédois au PKK.

La perte du F-35 a imposé à Erdogan des choix difficiles. La Turquie pourrait envisager d'acheter le SU-35 russe, mais, jusqu'à présent, elle s'est abstenue de le faire. Cela peut être en partie dû à des défis logistiques, mais cela peut également s'expliquer par le fait qu'Erdogan souhaite maintenir une position équilibrée entre la Russie et les États-Unis après s'être aliéné ces derniers avec l'achat du S-400. Une autre option pour Erdogan serait de consacrer davantage de ressources au développement de l'avion 5-G turc, le Kaan. Cependant, malgré les progrès significatifs de l'industrie de défense turque, notamment avec le succès du drone Bayraktar qui s'est avéré décisif pour aider l'Ukraine à repousser les avancées russes lors de la première phase de l'invasion, des questions subsistent quant à la capacité technique de la Turquie à produire un avion de cinquième génération.

La troisième option d'Erdogan, et celle qu'il semble avoir choisie – du moins pour le moment – est d'acheter davantage de F-16 pour compléter la flotte existante de cet avion de combat fabriqué aux États-Unis. Cependant, cette option se heurte aux réticences d'Erdogan à approuver l'adhésion de la Suède à l'OTAN, en raison, comme indiqué précédemment, du prétendu soutien de la Suède au PKK. Il reste à savoir si l'adoption par la Suède d'une loi antiterroriste, entrée en vigueur le 1^{er} juin 2023, rendant illégal le financement, le recrutement ou le soutien public à une organisation terroriste, suffira à faire changer d'avis Erdogan. L'OTAN, dont la Turquie est membre depuis 1952, fait pression pour obtenir l'accord turc sur l'entrée de la Suède, et ce

alors que la réunion de l'OTAN se tiendra le 11 juillet 2023 en Lituanie. Cependant, le gouvernement turc n'a pas pris d'engagement sur cette question (au moment de la rédaction de cet article le 12 juin 2023), car il établit un lien direct entre l'entrée de la Suède dans l'OTAN et la question des F-16. Néanmoins, malgré l'anti-américanisme qui a marqué la campagne présidentielle turque, le président Biden reste optimiste quant à la possibilité de parvenir à un accord. Quand Joe Biden a finalement appelé Erdogan pour le féliciter après sa victoire électorale et, dans sa description de l'appel téléphonique électoral, il a [noté ceci](#) :

« He (Erdogan) still wants to work on something on the F-16's...I told him we wanted a deal with Sweden, so let's get that done. I raised the issue of Sweden's NATO accession with him. »

Il reste cependant à voir si Erdogan, dont la rhétorique anti-kurde a été au cœur de sa campagne présidentielle, considèrera la nouvelle loi antiterroriste suédoise comme étant suffisante pour permettre l'entrée de la Suède dans l'OTAN, et si Biden parviendra à le persuader de le faire.

En plus des défis majeurs liés aux F-16 et plus généralement à la politique de la Turquie envers les États-Unis, Erdogan est également confronté à un dilemme quant à la manière de gérer le régime d'Assad en Syrie. Les actions brutales de ce régime pendant la guerre civile syrienne, qui a débuté en 2011, ont contraint 3,6 millions de Syriens à fuir vers la Turquie, et 5 millions d'autres à un déplacement interne en Syrie afin d'échapper aux atrocités commises par le régime d'Assad. Lors du second tour des élections présidentielles turques, [Kilicdaroglu a adopté une position extrémiste](#) au sujet des réfugiés syriens en Turquie, devenus de plus en plus impopulaires à mesure que l'économie turque fléchissait, et il a affirmé qu'il les expulserait tous dans un délai d'un an. La position d'Erdogan sur les réfugiés était plus mesurée, affirmant qu'il encouragerait leur départ volontaire. La récente réconciliation entre la plupart des États arabes et la Syrie, qui s'est reflétée dans l'invitation de la Ligue arabe à la Syrie à réintégrer l'organisation dont elle avait été exclue en 2011, a compliqué les relations de la Turquie avec la Syrie. Les États arabes ont pris cette décision principalement en raison de leur [préoccupation concernant le trafic de drogue](#) en provenance de la Syrie et d'autres préoccupations en matière de sécurité. Pour la Turquie, cependant, la situation est plus complexe. La Turquie exerce un quasi-protectorat sur la majeure partie de la province syrienne d'Idlib et de ses environs. [La région est](#) contrôlée par le groupe djihadiste Hayat al-Tahrir al-Sham et par l'Armée nationale syrienne pro-turque, un ensemble lâche de groupes anti-Assad qui sont souvent en conflit entre eux et avec Hayat al-Tahrir al-Sham. La Turquie contrôle également directement la zone centrale le long de la frontière nord de la Syrie, après avoir chassé les YPG lors d'une série d'incursions dans le nord de la Syrie, reprenant ainsi une partie de la zone qu'elle contrôlait. Le dilemme d'Erdogan, qui souhaite rapatrier autant de réfugiés syriens que possible, réside dans le fait qu'Assad exige le retrait total de toutes les troupes turques de Syrie avant toute réconciliation qui permettrait le retour des réfugiés syriens. Si Erdogan venait à procéder de force à un rapatriement de ces réfugiés, il est probable qu'Assad attaquerait Idlib, ce qui entraînerait l'afflux de millions de réfugiés supplémentaires en Turquie. De plus, les YPG pourraient alors en profiter pour reconstituer leur proto-État le long de la frontière turque, un possible développement que ne souhaite guère Erdogan. Même dans le cas (peu probable à l'heure actuelle) où le rapatriement se déroulerait pacifiquement, on peut se demander si Assad accepterait le retour d'un si grand nombre de réfugiés, la grande majorité étant des opposants à son régime.

Une solution suggérée, pour résoudre au moins la partie kurde du dilemme d'Erdogan, serait d'intégrer les forces des YPG dans l'armée syrienne. Cependant, il est douteux qu'Erdogan accepte une telle solution, étant donné la position encore affaiblie d'Assad au pouvoir en Syrie, et le dirigeant turc pourrait bien craindre que les Kurdes syriens ne saisissent l'occasion pour reconstituer leur emprise le long de la frontière sud de la Turquie.

Un scénario plus probable serait qu'Erdogan transforme la zone sous contrôle turc en un refuge sûr pour les réfugiés, en construisant des logements et en fournissant des infrastructures pour les réfugiés qui reviennent dans le pays. Erdogan espère également que l'Union européenne et les États-Unis financeront ce projet. Une telle politique nécessiterait l'occupation à long terme du nord de la Syrie pour protéger les réfugiés des forces d'Assad, mais elle fournirait également des opportunités commerciales pour les entreprises de construction turques qui ont été exclues du marché syrien dans son ensemble.

Dans tous les cas, la politique vis-à-vis de la Syrie présente un dilemme pour Erdogan et il reste encore à savoir comment il le résoudra. À court terme, cependant, il semble probable que les troupes turques resteront dans le nord de la Syrie.

Les relations russo-turques

Un troisième défi pour Erdogan est sa relation avec la Russie. La Russie préférerait clairement Erdogan au pro-occidental Kilicdaroglu lors de l'élection présidentielle turque et Poutine [a salué la victoire d'Erdogan](#) comme la preuve d'un « soutien clair du peuple turc à la politique étrangère indépendante d'Erdogan ». Les relations russo-turques ne sont toutefois pas sans poser de sérieux problèmes. Certes, Poutine a aidé Erdogan à l'approche des élections en [différant le paiement de plusieurs milliards](#)

[de dollars](#) pour le gaz naturel importé. De plus, du moins pour le moment, la Turquie dépend fortement de la Russie en tant que source de pétrole et de gaz naturel, bien que la Turquie ait profité de l'embargo russe sur les ventes de gaz naturel à l'Europe occidentale pour constituer ses propres stocks de gaz, et que le commerce russo-turc ait atteint [62 milliards de dollars en 2022](#). En outre, l'économie turque en difficulté a bénéficié de l'afflux de [5,2 millions de touristes russes en 2022](#).

Néanmoins, il existe également d'importantes divergences politiques entre la Russie et la Turquie, au sujet de l'Ukraine, de la Libye, de la Syrie, de l'Azerbaïdjan et de l'Asie centrale. Il a déjà été fait mention des différends entre la Turquie et le régime Assad soutenu par la Russie, dont les troupes ont affronté celles d'Ankara, notamment récemment à Idlib, en 2020. Alors que la Russie a cherché à jouer les médiateurs entre Assad et Erdogan, il n'est pas du tout certain qu'une telle médiation soit couronnée de succès étant donné les positions des deux dirigeants. En Libye, la Turquie et la Russie soutiennent des camps adverses dans la guerre civile qui oppose le général Haftar, soutenu par la Russie et qui contrôle la partie orientale du pays, au gouvernement central soutenu par la Turquie et qui a signé un accord de délimitation maritime avec la Turquie. Aucune fin à ce conflit n'est en vue. En Azerbaïdjan, la Turquie a soutenu les Azéris dans leur guerre de 2020 contre l'Arménie au sujet du Haut-Karabagh et de ses environs. Alors que la Russie est restée neutre dans le conflit, l'Arménie, alliée de la Russie au sein de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), a été contrainte de céder une grande partie du territoire qu'elle avait conquis lors de la guerre azéro-arménienne de 1992. En conséquence, l'influence turque a augmenté en Azerbaïdjan et en Asie centrale turcophone, où la Turquie a cherché à raviver l'Organisation des États turques. À mesure que la Russie s'affaiblit en raison de ses échecs dans la guerre en Ukraine, son influence en Asie centrale s'affaiblit également, laissant de la place à la Turquie (et à la Chine) pour renforcer leurs positions économiques et politiques dans ce qui était autrefois une [sphère d'influence russe](#).

Dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine, la Turquie a essayé et réussi, du moins jusqu'à présent, à jouer sur les deux tableaux. Ainsi, elle a fourni à l'Ukraine des missiles antichars ainsi qu'une usine pour les fabriquer, et a fermé les détroits turcs aux navires de guerre russes qui ne sont pas basés à Sébastopol, rendant ainsi impossible pour la Russie de renforcer sa flotte de la mer Noire avec des navires en provenance des flottes russes de la Baltique, du Nord (Arctique) et du Pacifique. De plus, la Turquie a soutenu l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. D'un autre côté, la Turquie n'a pas cessé ses échanges commerciaux avec la Russie, n'a pas sanctionné les oligarques russes proches de Poutine et n'a pas interrompu les vols aériens vers la Russie, contrairement à ce que les États-Unis ont demandé. Il y a également des soupçons [selon lesquels la Turquie aurait servi de point de transit vers la Russie](#) pour les fonds et les marchandises soumis à l'embargo de l'Occident. La Turquie a également servi de médiateur pour un accord commercial permettant aux céréales ukrainiennes de transiter par navire depuis les ports ukrainiens. Elle a également tenté, sans succès jusqu'à présent, de jouer un rôle de médiateur pour mettre fin à la guerre. Cependant, dans l'ensemble, la Turquie a tiré profit de la guerre et Erdogan est susceptible de maintenir la position relativement neutre de la Turquie tant que la guerre se poursuit. Il est également probable que la Turquie poursuive sa politique de coopération bilatérale avec la Russie tout en n'hésitant pas à contester les intérêts russes dans le Caucase, en Asie centrale, en Syrie et en Libye.

Les relations entre Ankara et Tel-Aviv

Il est également probable que la politique d'Erdogan envers Israël reste inchangée. Depuis l'arrivée au pouvoir d'Erdogan en 2003, les relations entre la Turquie et Israël, autrefois proches partenaires en matière de défense, se sont considérablement détériorées jusqu'à ce qu'Erdogan [n'inverse sa politique il y a deux ans](#). Erdogan, fervent défenseur des Frères musulmans, dont le Hamas, une organisation terroriste qui a pour objectif la destruction d'Israël, est une émanation, a régulièrement dénoncé le traitement des Palestiniens par Israël ainsi que le comportement israélien lors des nombreuses guerres entre Israël et le Hamas qui ont eu lieu depuis que le Hamas a pris le pouvoir à Gaza en 2007. Les relations turco-israéliennes ont atteint leur plus bas niveau en 2010 lorsqu'une des navires civils turcs ont cherché à briser le blocus naval israélien de Gaza, une opération qui a entraîné la mort de neuf Turcs lorsqu'Israël a repoussé la flottille. Malgré les excuses ultérieures du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, les relations entre Israël et la Turquie sont restées tendues jusqu'en 2021, date à laquelle Erdogan a changé radicalement de politique en cessant de soutenir les Frères musulmans. Ce changement de politique s'explique principalement par les problèmes économiques croissants de la Turquie : Erdogan cherchait à se rapprocher non seulement d'Israël, afin d'augmenter les échanges commerciaux et touristiques, mais aussi avec les États arabes riches en pétrole tels que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, qui considéraient les Frères musulmans soutenus par la Turquie comme une menace intérieure, mais avec lesquels Erdogan recherchait maintenant à améliorer les relations commerciales et à attirer les investissements (voir ci-dessous).

Le rapprochement turco-israélien a commencé par une initiative du président israélien Isaac Herzog au début de l'année 2022, à laquelle Erdogan a répondu positivement, bien qu'il convienne de noter que de nombreux Israéliens nourrissent encore de profondes suspicions à l'égard du dirigeant turc en raison de ses inclinations islamistes et parce qu'ils estiment qu'il pourrait à nouveau adopter une position anti-israélienne. Néanmoins, grâce à ce rapprochement, les échanges commerciaux entre Israël et la Turquie ont explosé pour atteindre plus de 9 milliards de dollars en 2022, et le nombre de touristes israéliens voyageant en

Turquie (à seulement quelques heures de vol d'Israël) [a quadruplé pour atteindre 466 000 la même année](#). De plus, Erdogan [a salué l'aide israélienne](#) à la suite du tremblement de terre de février 2023, et le dirigeant turc n'a pas évoqué la question palestinienne [pendant la campagne présidentielle turque](#). Tant que les problèmes économiques de la Turquie persisteront, il est probable que le rapprochement entre Israël et la Turquie se poursuive. Cependant, si l'économie turque se redresse – ce qui reste incertain – les relations turco-israéliennes pourraient à nouveau se détériorer. Néanmoins, si la Turquie intègre le consortium du gaz naturel de la Méditerranée orientale composé de l'Égypte, d'Israël et de Chypre, le rapprochement israélo-turc pourrait être plus durable. Cela dépendrait, bien sûr, d'une réconciliation entre la partie grecque de Chypre et la Turquie, ce qui n'a pas encore eu lieu.

Un avenir moins problématique semble se profiler pour les relations entre la Turquie et les principaux États arabes du Golfe – l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (ci-après les EAU). Avec la réconciliation entre l'Arabie saoudite et le Qatar, allié clé de la Turquie, en 2021 ; avec l'abandon effectif par Ankara de l'affaire du meurtre du journaliste américano-saoudien Jamal Khashoggi (ce dossier a été transféré à la juridiction de l'Arabie saoudite où il a disparu) ; et avec le renversement de la politique d'Erdogan sur les Frères musulmans, [les relations de la Turquie](#) avec l'Arabie saoudite et les EAU se sont améliorées. Cela s'est avéré [très utile pour Erdogan](#), car les transferts de devises en provenance d'Arabie saoudite et des EAU ont contribué à la stabilisation de l'économie turque et au financement de son programme de « cadeaux » pendant la campagne électorale.

À l'avenir, une amélioration des relations entre l'Arabie saoudite et les EAU d'une part, et la Turquie de l'autre, devrait satisfaire les deux parties. Pour la Turquie, cela offre la perspective d'une augmentation des investissements étrangers, investissements qui pourraient ne plus provenir de l'Occident si Erdogan maintient son autoritarisme et refuse également de lever son opposition à l'adhésion de la Suède à l'OTAN. Pour les États arabes du Golfe, une Turquie « amie » élimine la menace des Frères musulmans et sert de contrepoids à l'Iran à un moment où leur récent rapprochement avec Téhéran en est encore à ses débuts, et où les États-Unis sont perçus comme affaiblissant leur engagement en matière de sécurité en raison de leur attention portée à la Russie et à la Chine.

Quoi qu'il en soit, le récent rapprochement entre la Turquie et les États arabes du Golfe constitue un bon point de départ pour tirer quelques conclusions, même si elles sont encore provisoires, sur la direction que prendra la Turquie après la victoire de Recep Erdogan aux élections présidentielles turques.

Conclusion

En ce qui concerne l'orientation possible de la politique étrangère de la Turquie à l'avenir, beaucoup dépend bien sûr de la personnalité versatile d'Erdogan, qui a provoqué des changements abrupts dans la politique étrangère turque au cours des 20 années qu'il a passées à la tête du pays. Cela dépend également de la possibilité de faire progresser les relations américano-turques, en particulier en faisant un lien de réciprocité entre la vente d'avions de combat américains F-16 et l'accord de la Turquie sur l'adhésion de la Suède à l'OTAN. Un autre enjeu clé est la possibilité d'un rapprochement entre la Turquie et la Syrie, qui faciliterait le retour de la communauté des réfugiés syriens de Turquie en Syrie. À l'heure actuelle, un tel rapprochement semble peu probable.

Le rapprochement entre la Turquie et Israël devrait se poursuivre tant que l'économie turque aura besoin du commerce et du tourisme israéliens, même si, étant donné les affrontements fréquents entre la Turquie et Israël par le passé, il est difficile de prédire une relation positive à long terme entre les deux pays. En revanche, un rapprochement durable entre la Turquie et les États arabes du Golfe, l'Arabie saoudite et les EAU, semble beaucoup plus probable. Cela s'explique par le besoin turc d'investissements en provenance du Golfe, en particulier si les investissements occidentaux diminuent en raison du blocage par Erdogan de l'entrée de la Suède dans l'OTAN et du recul démocratique de l'administration Erdogan. De leur côté, les États arabes du Golfe ont besoin d'une Turquie « amie » pour se prémunir contre l'Iran, d'autant plus que l'intérêt des États-Unis pour le Moyen-Orient est perçu comme étant en déclin, et pour dissuader Erdogan d'utiliser à nouveau les Frères musulmans comme outil politique à leur rencontre.

En somme, bien que l'orientation future de la politique de la Turquie reste incertaine, il est possible de tracer au moins les contours de sa politique à l'égard des États-Unis, de la Syrie, de la Russie, d'Israël et des États arabes du Golfe, l'Arabie saoudite et les EAU.

Robert O. Freedman

Robert O. Freedman est professeur invité de science politique à l'université Johns Hopkins, où il donne des cours sur la politique étrangère russe et sur le conflit israélo-arabe. Il est l'auteur ou l'éditeur de 23 livres, dont le plus récent est [Israel under Netanyahu](#) (New York et Londres : Routledge, 2020) et de plus d'une centaine d'articles et de chapitres de livres, dont les plus récents sont « [Israel's Tightrope between Russia and Ukraine](#) » et « [Turkey and Russia : A Paradoxical Relationship 2000-2022](#) ».

Comment citer cette publication

Robert O. Freedman, « La Turquie d'Erdogan après les élections », *Le Rubicon*, vol. 3, 10 juillet 2023 [<https://lerubicon.org/la-turquie-derdogan-apres-les-elections/>].